



**COLLECTIF DES ORGANISATIONS DES JEUNES SOLIDAIRES
DU CONGO-KINSHASA**



« COJESKI / RDC »

COORDINATION PROVINCIALE DU NORD-KIVU

NGO in Special Consultative Status with the Economic and Social Council of the United Nations (ECOSOC) & Jouissant du Statut d'Observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples / UA

Déclaration sur les atteintes à la liberté d'expression au Nord-Kivu sous prétexte de l'Etat de Siège : Non arrestations arbitraires des acteurs des mouvements citoyens qui réclament les services sociaux.

Rappelant aux autorités provinciales que les droits humains sont inaliénables, Indivisibles, inter-Indépendants et Universels, nous sommes fortement préoccupés par ce que semble devenir une culture qu'on impose comme mode de gouvernance par oppression en étouffant dans l'œil toute tentative de critique sur la gestion de la province en utilisant le prétexte de l'Etat de Siège.

Convaincus que la proclamation de l'Etat de Siège au Nord-Kivu et en Ituri ne devrait pas constituer une base pour justifier les violations des droits humains surtout les atteintes aux libertés d'expression, pour bien gérer la Province les autorités devraient être clairvoyant en mettant en place des mesures proactives et de préventions qui consisteraient à détecter la gronde sociale pour y proposer des solutions appropriées, mais aussi mettre en place des mécanismes d'attirer plus d'attention sur les alertes dans le but de privilégier le dialogue.

Alors que l'Etat de Siège devrait en soit faire marcher les institutions de l'Etat Congolais qui fournissent des services de mauvaises qualité à la population, nous observons que les autorités semblent utiliser leur pouvoir de la force pour opprimer ceux-là qui réclament, en protégeant ceux-là qui gèrent les institutions dans ce que on semble voir comme du protectionnisme dont des questions se posent sur l'intérêt de l'autorité provinciale dans cette stratégie de protéger les médiocres par la répression.

C'est un insulte à notre conscience que des Congolaises et congolais soient arrêtés et détenus arbitrairement puisqu'ils demandent de l'eau à la REGIDESO, ceux-là qui demandent une Carte d'Electeur à la CENI soient arrêtés alors que l'état Congolais nous doit ces services.

Nous invitons les autorités de l'Etat de Siège à penser comment mettre aussi l'Etat de Siège dans plusieurs institutions de la Province pour aspirer à un changement,

Nous réitérons notre observation que rien ne pourra justifier la limitation des droits de libre expression dont l'Etat de Siège a tellement besoin pour savoir le problème et apporter la solution. Nous avons le sentiment que l'utilisation de la force semble basculer vers les agitations politiques actuelles pour justifier l'échec de l'Etat de Siège.

Notre pays a longtemps souffert des toutes ces formes d'oppression jusqu'à être isolé sur le plan international, comme peuple nous méritons un nom aux yeux du monde, ça nous coute extrêmement cher pour montrer au monde que nous ne sommes pas des barbares, le gouvernement actuel et surtout le Président de la République a déjà fait beaucoup d'efforts pour

*Rue NzangI Butondo ,Avenue Kituku I, N° 172 à 200 m de l'Université la Sapientia sur la route CCLK , après entrée Caracholini, 4^e maison , Quartier Kyeshero/Comme de Goma/Ville de Goma
Tél : (243)997672751 / (243)810716839/ (243)853191163*

E-mail : cojeskinordkivu@gmail.com/mjeanpascal@gmail.com, site web : www.cojeskinordkivu.org

montrer à la face du monde que cette barbarie du passé est fini, on ne peut plus actuellement se donner le luxe de retourner dans cette ancienne façon de diriger quelque les raisons.

Restons saisi par la question et demandons la libération urgente et sans condition de tous les militants des mouvements citoyens.

La Coordination.

